

Congo Brazzaville : entre simulacre électoral et messianisme politique

Entretien avec Rémy BAZENGUISSA-GANGA, réalisé par Sofia MEISTER

Pouvez-vous nous décrire le climat post-électoral ?

Le premier problème qui se pose est d'ordre sémantique. Que signifie ici post-électoral ? Je crois qu'il convient de faire une véritable distinction entre les élections et le vote. Le vote, lui, a bien eu lieu. Les Congolais ont voté. Mais on se trouve toujours dans une période électorale, tant que le problème de l'accès au pouvoir du vainqueur du scrutin n'est pas réglé... Au lieu de parler de phase post-électorale, il serait sans doute plus juste de qualifier celle-ci de post-vote.

Après le passage en force de la réforme constitutionnelle (octobre 2015) et afin de prendre les autres candidats de court, le président Sassou N'Gusso a annoncé la tenue d'élections présidentielles anticipées le 20 mars au lieu du mois de juillet. Les dates annoncées de début et de fin de la campagne présidentielle, le 4 et le 18 mars sont le signe de la brutalité de ce pouvoir. Le 4 mars est le jour anniversaire de l'explosion de l'arsenal de Mpila (2012) – un quartier de Brazzaville qui a été presque rasé – et dont la responsabilité revient aux gouvernants ; le 18 mars est la date anniversaire de l'assassinat de l'ancien président Nguabi. Ces deux dates symboliques révèlent la menace de mort que fait planer le régime sur l'opposition et sur les citoyens. Une façon de dire qu'il peut éliminer les gens du peuple comme les plus puissants, si on s'oppose à lui.

Il faut s'arrêter aussi sur la date du 4 avril à laquelle les premiers affrontements post-vote ont commencé, c'est-à-dire le jour où le Conseil constitutionnel a annoncé les résultats. Certaines rumeurs font état d'un pacte entre Sassou Nguesso et le pasteur Ntumi. On lui aurait demandé de causer des troubles à Brazzaville pendant l'annonce des résultats, troubles qui auraient permis d'instaurer un état de siège. Toujours selon la rumeur, Ntumi aurait refusé cette proposition, et une « lutte à mort » se serait ainsi engagée entre les autorités et ce dernier. On se trouve

Rémy Bazenguissa-Ganga est sociologue, directeur d'études à l'EHESS, et spécialiste des conflits et guerres électorales au Congo Brazzaville.

Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 978-2-36567-603-8

© Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2016.

Comment citer cette publication :

Rémy Bazenguissa-Ganga, « Congo Brazzaville : entre simulacre électoral et messianisme politique », *L'Afrique en questions*, n° 27, 15 juillet 2016.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Email : accueil@ifri.org

Site internet :

www.ifri.org

donc face à un nid de tensions, entre les crispations militaires d'une part, et l'attente messianique de la population d'autre part.

Qu'entendez-vous par « attente messianique » ?

Cette attente messianique se traduit notamment par l'usage d'un vocabulaire spécifique. Les deux candidats de l'opposition les mieux placés, Jean-Marie Michel Mokoko et Guy Brice Parfait Kolélas sont ainsi respectivement surnommés Moïse et Josué. Comme on le sait, Moïse montre la terre promise, mais il n'y arrive jamais, et Josué y entre plus tard avec les siens. L'attente messianique de la population se retrouve également à travers le rôle central du pasteur Ntumi, qui est aujourd'hui sur le devant de la scène. Il s'agit d'une figure assez curieuse du paysage politique congolais, qui est apparue à la fin des années 1990 en affirmant que c'était à son tour de prendre le pouvoir. Grâce à une mystique millénariste qui fait de lui « l'envoyé » (*Ntumi*), il prend ainsi la tête du groupe des « Nsilulus », improprement appelés les « Ninjas », qui combattit les forces de l'ordre et les « Cobras », ces supplétifs affiliés au parti de Sassou Nguesso depuis la fin des années 1990. C'est sa longévité qui interroge. Est-il, comme certains le prétendent, un pion du pouvoir ? Comment expliquer qu'il n'ait jamais été inquiété alors que le pouvoir sait où le trouver ? En 2007, après l'arrêt des combats, il est nommé par le président à la position de délégué général chargé de la promotion des valeurs de paix et de la réparation des séquelles de guerre. Ntumi semble être un élément clé du système, qui permet de cristalliser les aspirations mystiques de ses nombreux partisans. Et peut-être même de les contrôler.

On retrouve cette mystique dans des aspects inattendus de la vie congolaise ; c'est notamment le cas des matchs de football internationaux. Quel que soit le résultat de l'équipe du Congo, les matchs sont souvent suivis par de véritables émeutes à Brazzaville. Symboliquement, la victoire de l'équipe nationale est associée la défaite de Sassou. Lors de la dernière coupe d'Afrique des nations, Brazzaville affrontait la RDC en quart de finale. Jusqu'aux dernières 20 minutes, le Congo menait 2-0, et le match se finit néanmoins sur un 4-2 en faveur de la RDC. La rumeur publique dit alors que Sassou avait contacté l'entraîneur par téléphone pour lui demander d'empêcher la victoire de l'équipe.

Quelle place occupe, selon vous, la dimension militaire dans le processus électoral ?

La clé de l'équation du rapport de force politique congolais, c'est le contrôle de la force militaire. Il semble que Sassou possède une mainmise sur ce qui est fondamental à son régime, c'est-à-dire le renseignement, la division de la sécurité présidentielle... En ce qui concerne le reste des unités militaires, c'est plus flou. Les militaires recevaient autrefois une formation, même brève, avant d'intégrer l'armée. Depuis la fin du parti unique, l'armée est notamment composée d'individus qui ont l'expérience des armes mais sans formation militaire. Ils se retrouvent dans des réseaux, des « écuries », dont chacune est dirigée par un chef. Ceci fragmente et fragilise l'armée. Celui qui contrôle effectivement l'armée est avant tout celui qui contrôle les unités les plus importantes de la force militaire, tandis que les autres restent empêtrés dans leurs propres faiblesses, et leurs propres divisions, quel que soit leur nombre. Cette faiblesse de l'armée, l'opposition a pensé pouvoir l'exploiter en jouant sur le clivage entre ceux qui n'ont pas été formés, et les « vrais militaires », dont Mokoko est l'incarnation. Il semblerait en effet qu'une grande partie des militaires aurait voté pour Mokoko. Mokoko rassemble les déçus du gouvernement, c'est un véritable « anti-Sassou ». Sa candidature soulève aussi un certain nombre de questions : est-ce qu'il a un sens particulièrement élevé du devoir, au point de mettre sa propre vie en danger ? Est-ce qu'il a été manipulé par quelqu'un qui lui a promis de l'accompagner jusqu'à la victoire ? Est-ce qu'il se serait entendu avec Sassou Nguesso, lui aussi ? Difficile à dire pour l'instant.

Les tensions militaires semblent pour l'instant se concentrer dans le Pool, dans les lieux fréquentés par le pasteur Ntumi. Les dernières rumeurs veulent que certains militaires l'aient rejoint afin de préparer un potentiel affrontement armé. Si ces rumeurs sont avérées, le pouvoir pourrait frapper la région encore plus massivement.

Est-ce que ce régime est solide ?

La machinerie politique qui régit les élections est puissante. Même si ces dernières semblent peu importantes, puisque les résultats sont connus d'avance, Sassou joue quand même le jeu des promesses électorales. Il a inclus dans son bilan un certain nombre de

réalisations (routes, hôpitaux, un pont suspendu à Brazzaville) pour justifier une nouvelle candidature et l'extension de son mandat, afin de réaliser l'ensemble de son « programme ». Pendant la campagne, afin de réunir les foules aux meetings de Sassou, les autorités ont offert 2 000 francs CFA par participant ainsi qu'un tee-shirt à son effigie. Ces tee-shirts jonchaient les rues de Brazzaville deux jours avant le vote... Les Congolais sont venus, ont pris l'argent et ont jeté les tee-shirts en repartant. Beaucoup les ont même déchirés.

Le système de dépouillement est aussi révélateur des stratégies politiques du régime. D'obscures circonscriptions ont été dépouillées bien avant Pointe-Noire qui est la deuxième ville du Congo, et dont les résultats étaient susceptibles de changer la donne. Les injonctions à la transparence ne pèsent pas lourd. Il y a entre 5 300 et 5 800 bureaux de vote, mais personne, hormis les autorités, ne dispose de la liste de ceux-ci, ce qui leur laisse une marge de manœuvre considérable pour crypter les résultats du scrutin. Ceci étant dit, tout pouvoir qui s'embourgeoise a intérêt à calmer le jeu.

Ainsi, on se dirige peut-être en effet vers une consolidation du régime. Sur la scène internationale, la réélection de Sassou n'a pas provoqué un tollé... Après tout, pourquoi s'attirerait-il les foudres de la communauté internationale, plus que par exemple Idriss Déby ? Déby a prêté main-forte au Mali, Sassou a appuyé l'opération en Centrafrique, ce qui leur garantit une paix relative sur le plan international.

Il semble que l'opposition ne réussit pas à vraiment à s'unir contre l'adversaire commun...

Le ras-le-bol est réel ; le mot d'ordre Sassoufit a mobilisé beaucoup de congolais pour aller aux urnes. Mais l'opposition est face à un challenge important : articuler d'une part la société civile, et de l'autre, la force militaire.

À Brazzaville, l'opposition n'a pas accès aux médias, elle ne peut s'exprimer pleinement qu'en dehors du pays et éventuellement à travers les réseaux sociaux. La stratégie de l'opposition a consisté à enclencher une guerre des chiffres. Dans chaque bureau de vote où l'opposition se trouvait présente, il était prévu de photographier les procès-verbaux afin de les envoyer à la Commission technique des élections (CET) ; c'est la raison pour laquelle les autorités ont bloqué

les réseaux sociaux pendant le vote. L'opposition a cependant publié ses propres résultats : Mokoko serait en tête, viendrait en second Kolélas, Sassou se plaçant en quatrième position avec seulement 8 % des suffrages exprimés. Cette guerre des chiffres constituait l'objectif premier de l'opposition, il s'agissait avant tout de dévoiler la fraude sur mise en place par Sassou.

Cependant l'opposition est divisée par les clivages identitaires de la capitale. Selon les résultats de l'opposition, les quartiers sud, Bacongo, Makélékélé soutiennent Kolélas ; Mfilou se prononcerait majoritairement pour Mokoko, ainsi que les quartiers nord, fief historique de Sassou, qui auraient également basculé en sa faveur. Tout le travail de coordination de l'opposition, incarné par l'ancien Ministre de la Défense, Charles Zacharie Bowao, se heurte à ses lignes de fracture géographiques qui scindent Brazzaville. Emblématiques de ce fossé, les manifestations qui ont eu lieu en octobre 2015 contre le référendum sur la réforme constitutionnelle ont été l'échec manifeste de la société civile et de ses appels à la non-violence et à la désobéissance civile. Une jonction entre les manifestants des quartiers sud et ceux des quartiers nord devait s'opérer lors d'une grande marche de protestation. Néanmoins, ce sont majoritairement les habitants des quartiers sud qui ont participé à la manifestation, ainsi que des mouvements de la société civile et beaucoup de jeunes. En arrivant au lieu de jonction, le boulevard des Armées, les forces de police ont tiré, il y a eu de nombreux morts et la foule s'est dispersée. Le résultat de cette mobilisation a constitué un traumatisme très grave pour les Brazzavillois qui y ont vu le constat de leur propre impuissance. Cela a en outre alimenté les vellétés sécessionnistes Nord-Sud, dont on parle peu dans les médias, mais qui sont une réalité sur le terrain. Au vu du désespoir de la population, les oppositions Nord-Sud risquent encore de se renforcer et de conduire à des violences multiples.